

Réintégrer l'OTAN ?

Pascal Boniface – IRIS - 11 septembre 2007 **Erreur! Signet non défini.**

Le Président Sarkozy a fait un discours remarqué lors de la 15ème Conférence des Ambassadeurs le 27 août dernier. Si ses propos sur l'Iran ont été largement commentés, ceux sur l'OTAN sont passés relativement inaperçus. Pourtant, à mots couverts, le Président Sarkozy a fait passer un message clair suggérant une possible rupture spectaculaire de la diplomatie française. La France semble envisager ni plus ni moins de réintégrer les commandements militaires de l'OTAN. Nicolas Sarkozy a en effet déclaré : « *Je souhaite que dans les prochains mois, nous avançons de front vers le renforcement de l'Europe de la Défense et vers la rénovation de l'OTAN et de sa relation avec la France* ».

Hervé Morin, le ministre de la Défense a également déclaré, lors de l'Université d'été de la Défense, qu'il fallait arrêter de « *chipoter et de barguigner* » sur la relation entre la France et l'OTAN. Il a appelé à une « *réflexion sur notre engagement au sein de l'Organisation en pesant le pour et le contre* ». Bref, si les mots ont un sens, qu'a-t-on à gagner et qu'a-t-on à perdre dans une réintégration ?

Rénover la relation de la France et de l'OTAN est en fait une formulation codée qui en termes clairs signifie mettre fin au statut particulier de la France au sein de l'OTAN. Celui-ci est décrit par ceux qui veulent y mettre fin comme un archaïsme, une survivance du passé, contraire à tout pragmatisme et que seuls des freins idéologiques empêchent de surpasser. D'autres estiment au contraire qu'une telle solution n'a de moderne que le nom, et qu'au nom de la rénovation on joue « *retour vers le futur* » en voulant revenir à la situation qui prévalait avant 1966. Mais poser le problème en termes de respect ou non de l'héritage du Général de Gaulle n'a pas de sens. Nous ne sommes plus en 1966 et nul ne peut savoir ce que jugerait bon de faire le créateur de la Vème République dans sa relation avec l'OTAN aujourd'hui. La seule question qui se pose est de savoir si la France a à gagner ou non en procédant à cette réintégration, et si cela peut contribuer à un renforcement, non seulement de la défense occidentale, mais de la sécurité collective.

Techniquement - contrairement à ce que disent les partisans de la réintégration -, cette solution n'est pas indispensable. La France, du Kosovo à l'Afghanistan, coopère très bien avec l'OTAN bien que ce soit sur la base d'accords particuliers. Le véritable argument est politique. Il s'agit d'envoyer un signal de solidarité accrue, de « *normalisation* » de relations avec les Etats-Unis. Qu'a-t-on à y gagner ? Qu'a-t-on à y perdre ?

Cette réintégration serait bien sûr saluée par les milieux atlantistes en France. Contrairement à une idée reçue, ils existent aussi bien au ministère de la Défense que dans certains cercles du Quai d'Orsay. Ils sont puissants chez les élites françaises dans les médias mais par contre très minoritaires dans l'opinion publique. Les Etats-Unis et certaines capitales européennes manifesterait leur satisfaction et encenseraient Paris. Les capitales européennes se réjouiraient publiquement – comment faire autrement ? -. Mais elles seraient en fait partagées.

Ailleurs dans le monde, cela serait perçu comme la fin d'une spécificité française, et donc le signe d'un affaiblissement. La conclusion serait que la France n'a plus les moyens d'affirmer une autonomie à l'égard des Etats-Unis. N'y a-t-il pas un risque élevé - au moment où les tentations de transformer l'OTAN en alliance globale contre le terrorisme et de la faire percevoir comme l'armée des Occidentaux contre les Musulmans - de donner le sentiment qu'on s'inscrit dans cette perspective rampante de guerre de civilisation ? Cela serait contraire à la priorité stratégique affichée de Nicolas Sarkozy d'éviter justement cette confrontation.

Peut-on rappeler qu'en décembre 1995, Jacques Chirac avait lui-même lancé un signal identique. Lui aussi, à mots couverts, avait proposé clairement un marché aux Américains. La France pouvait réintégrer l'OTAN en échange de son européanisation. L'européanisation était vue comme devant se traduire par l'attribution du commandement sud à la France. L'affaire ne s'était pas faite sous le double impact du refus américain de mettre en œuvre l'européanisation de l'OTAN, puis de l'alternance politique de 1997 avec l'arrivée des socialistes au gouvernement : ironie de l'histoire, les héritiers de François Mitterrand, qui avaient en 1966 critiqué la rupture avec l'OTAN, s'opposaient à front renversé avec l'héritier du Général de Gaulle. Mais peut-être que cette proposition de Chirac aura permis de rassurer les Britanniques qui craignent toujours que l'objectif de la France soit d'affaiblir l'Alliance atlantique. La proposition de Chirac, même inaboutie, a sans doute contribué, en échange, à permettre à Londres de bouger en direction de la défense européenne et de se lancer dans le processus de Saint-Malo.

Il y a ainsi deux façons d'être favorable à la réintégration dans l'OTAN. Une vision atlantiste et une vision européenne. La première est classique avec l'argument nouveau de la lutte contre le terrorisme, qui aurait succédé à la menace globale au communisme. Mais cela pourrait aussi être une façon de débloquer le dossier de la PESD, car Nicolas Sarkozy a également manifesté son envie de voir ce dossier progresser.

On peut également faire un autre rappel historique, lui aussi significatif. Après la chute du Mur de Berlin, le débat sur la relation France/OTAN avait été relancé. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing (qui étaient les deux principaux leaders de l'opposition) plaidaient pour une plus grande implication de la France dans l'OTAN. Messieurs Fillon et Seguin, quant à eux, publiaient une plate-forme et estimaient qu'il serait paradoxal que la France choisisse précisément le moment où la division de l'Europe touche à sa fin pour rejoindre une organisation militaire intégrée qu'elle a quitté pour échapper aux contraintes d'un protectionnisme abusif. Mais l'année suivante, François Fillon, qu'on peut difficilement considéré comme atlantiste, reconnaissant que « *l'OTAN se portait bien alors que la communauté des douze faisait du surplace* », et estimant que « *la rénovation de l'OTAN rendait illusoire le projet européen d'une défense autonome* », il proposait, afin de faire une défense avec les Européens « *de les débusquer là où ils sont : c'est à dire à l'OTAN* ». Il proposait, à condition que les principaux commandements - y compris celui de SAGEUR -, soient européanisés, que la France participe de façon pleine et entière à l'OTAN.

Dans son rapport qu'il vient de remettre au Président de la République, Hubert Védrine met en garde contre la perte d'influence que pourrait représenter pour la France la perception d'une perte d'autonomie à l'égard des Etats-Unis et d'un ralliement aveugle à l'OTAN. La réintégration peut être une option, écrit-il, à condition qu'elle s'accompagne de la reconnaissance de l'autonomie du pilier européen, de la réhabilitation de débat stratégique entre alliés (et non entre vassaux), et d'une clarification de son aire géographique, de son rôle et de ses missions.

La question de la réintégration ne doit, en conclusion, pas être tabou. Elle ne doit pas non plus se faire sans réel débat au nom de la seule solidarité occidentale (contre qui ? selon quelle stratégie ?, etc.), et surtout sans garantie sur ce que la France peut en tirer, car il est loin d'être certain que les gains soient supérieurs aux pertes. Mais, au vu des déclarations du Président et du ministre, il semble bien que la décision soit déjà prise.